

## La Normandie s'unit sur le terrain de la réindustrialisation

*De Rouen à Caen, les projets se multiplient pour faciliter les contacts entre PME locales et grands groupes pour relocaliser les productions. Un combat régional qui transcende les clivages politiques.*

Une union sacrée. Malgré leur appartenance à des camps politiques opposés, le maire PS de Rouen et son voisin LR de Caen avancent main dans la main pour la réindustrialisation de la Normandie. Le premier édile, Nicolas Mayer-Rossignol, fabiusien comme il se doit en Seine-Maritime, ouvre le bal avec la manifestation « Les 24 heures pour relocaliser », organisée par le think tank Relocalisations.fr, les 16 et 17 juin. L'objectif : tourner la page de l'incendie du site de Lubrizol de 2019 et des restructurations en chaîne à l'usine Renault de Cléon. La formule : mettre en relation des grands groupes tricolores avec des PME locales pour renforcer ou implanter des sites industriels.

### Hackathon industriel

De son côté, le maire de Caen, Joël Bruneau, qui a ravi la ville à la gauche en 2014, lui emboîtera le pas avec un forum similaire dès septembre. Lui aussi veut dessiner un avenir au secteur automobile et aux PME qui maillent son territoire. « Le sujet des relocalisations s'est "relocalisé" au cœur de notre débat politique régional, remarque avec malice Nicolas Mayer-Rossignol, également ingénieur des mines de formation. Dès lors, on peut avoir



Tom Grimbert / Hains Lucas/AFP



Artur Widay/Nurphoto/AFP

**Nicolas Mayer-Rossignol, maire (PS) de Rouen (en haut), et Joël Bruneau, maire (LR) de Caen. Tous deux se coordonnent pour faire revenir l'activité des grands groupes sur leur territoire.**

des différences d'appréciation politique et partager la compréhension de cet enjeu majeur qu'est la réindustrialisation. »

Le « hackathon » version industrielle qui s'ouvre le 16 juin vise, dans ce cadre, à accoucher de solutions concrètes. « Nous allons faire en sorte que la demande des groupes qui veulent relocaliser une partie de leur production en France rencontre l'offre que pourront formuler les industriels locaux », détaille Frédéric Granotier, président de Rouen Normandy Invest. Avec une soirée complète pour entrer dans le détail des projets. « Il ne s'agit pas de rapatrier ex nihilo des fabrications de l'étranger, poursuit-il. Il est nécessaire de procéder à un re-engineering industriel complet du produit, afin de limiter les coûts de production, et de valoriser de nouveaux avantages, en termes écologiques par exemple. »

Lui-même patron de Lucibel, qui produit des éclairages LED, a ouvert la voie en rapatriant à une dizaine de kilomètres de Rouen, il y a huit ans, son unité de production alors basée en Chine, à Shenzhen. « C'est une décision dont je me félicite chaque jour, tant elle a permis de mieux maîtriser la qualité de nos produits et d'échapper à la flambée du coût des transports », vante-t-il.



**Le site de Lubrizol, à Rouen. La ville veut tourner la page de ce sinistre et attirer de nouveaux acteurs.**

Le chef d'entreprise devrait profiter de la manifestation organisée dans la cité normande pour travailler sur un nouveau marché, la fabrication de lampes tue-moustiques, dont Decathlon envisage de rapatrier la production en France. Car c'est le clou de la manifestation : le géant français de la distribution d'articles de sport, souvent pointé du doigt pour son goût immodéré pour les productions dans les pays à bas coûts, va participer activement à l'événement. La société de la famille Mulliez propose ainsi aux entreprises présentes de plancher sur des tentes et des lunettes de piscine made in France. Une autre société, Cosmogen, cherche quant à elle des industriels tricolores susceptibles de lui fournir des tubes de crème et du packaging pour cosmétique.

### Débouché d'innovations

Côté PME, les offres de service sont tout aussi concrètes. Telle cette petite fonderie reprise par Yannis Guillebeau, ancien cadre de l'aéronau-

# La France en panne sur ses mines de lithium

*Avec la hausse des prix, le minerai tricolore prend un intérêt stratégique. Mais la filière se heurte à des difficultés et des résistances.*

Ce qui est rare est (très) précieux. Le prix du lithium est si « *insensé que nous devrions peut-être entrer dans la mine* », tweetait récemment Elon Musk, le médiatique patron du constructeur automobile Tesla. En février, l'ex-ministre de l'Ecologie Barbara Pompili jugeait quant à elle : « *La France doit extraire du lithium sur son territoire.* » Indispensable à la composition des batteries des voitures électriques, le lithium provient aujourd'hui essentiellement d'une poignée de pays, tels l'Australie, l'Argentine, le Chili et la Chine. Mais avec le boom annoncé des véhicules électriques – ils représenteront 100% des ventes en Europe en 2035 –, la demande devrait quadrupler d'ici à 2030, et de plus en plus de pays et d'industriels cherchent à diversifier leurs approvisionnements.

Ces derniers mois, des initiatives ont vu le jour en Europe et même en France. Electricité de Strasbourg a extrait quelques kilos de lithium des saumures géothermales de Soultz-sous-Forêts (Bas-Rhin). Dans l'Allier, Imerys entreprend des travaux d'exploration sur son gisement de kaolin dans l'espoir de trouver du lithium. D'autres sociétés ont déposé

des permis pour prospecter dans les eaux géothermales du Massif central et du bassin rhénan. Il est cependant peu probable que l'Hexagone devienne un jour une grande puissance du lithium. Il faut quinze ans pour ouvrir une mine, et les populations y sont pour le moment rétives. « *Il n'y a plus d'activité minière en France*, note Christophe Poinssot, directeur général délégué du Bureau de recherche géologique et minier, un établissement public dans le giron du ministère de l'Ecologie. *Le débat sur l'extraction des matières premières va revenir, mais il y a un travail de pédagogie à accomplir, car les mines sont sorties de l'imaginaire populaire.* » En attendant, il faut explorer d'autres voies. Le 7 juin, Viridian, une PME installée à Strasbourg, a annoncé qu'elle allait lancer en 2025 la première usine française de lithium à Lauterbourg (Bas-Rhin). Le minerai sera raffiné sur place. En revanche, pour des raisons géologiques et financières, il proviendra d'Amérique du Sud. « *Au Chili et en Argentine, il faut forer 100 mètres pour trouver du lithium*, indique Rémy Welschinger, président de Viridian. *En France, c'est entre 2 000 et 4 000 mètres.* » **N. S.**



Loïc Beronzi/AFP

tique, qui se met sur les rangs pour de la soudure, en série limitée, de tubes pour des machines-outils et des machines agricoles.

Si certaines productions peuvent paraître marginales et à trop faible innovation, la fondatrice de Relocalisations.fr, Carine Guillaud, défend plus que jamais sa démarche : « *Il ne faut pas opposer l'industrie manufacturière et de grande consommation à l'industrie dite d'avenir, car si l'on met en place de belles innovations, par exemple dans la coloration de tissu, mais que l'industrie textile est entièrement en Asie, nous ne tirerons pas bénéfice de nos recherches.* » Son think tank a d'ailleurs établi une liste de 250 produits pour lesquels la France est dangereusement dépendante de différentes productions étrangères, depuis les chaussures jusqu'aux téléphones portables. Autant d'objets qui pèsent 60 milliards d'euros en valeur d'importation. Sur les bords de la Seine, à Rouen comme à Caen, l'objectif est bien que les petites rivières se transforment en un vaste fleuve.

Grégoire Pinson

**Gisement de kaolin de Beauvoir, dans l'Allier. Le groupe Imerys explore le site dans l'espoir d'y trouver du lithium.**

